

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/104

14 janvier 2000

(00-0159)

Comité des marchés publics

Original: anglais

RÉPONSES AUX QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA NTT

Communication du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 janvier 2000, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Comité des marchés publics.

On trouvera ci-après les réponses du Japon aux questions des États-Unis (GPA/W/100) au sujet de la notification adressée par le Japon au Comité des marchés publics concernant la réorganisation de la NTT.

1. *Selon la notification du Japon datée du 6 septembre 1999, lorsque la NTT a été restructurée, le 1^{er} juillet 1999, la Société de communications NTT a "repris les activités commerciales de télécommunications interpréfectorales assurées par NTT". Pourriez-vous décrire précisément ces activités?*

Les activités mentionnées ont été décrites dans la déclaration publique présentée avant l'approbation des "Plans de mise en œuvre concernant le reprenneur des activités commerciales et la transmission des droits et obligations de la Société nippone des télégraphes et téléphones" (ci-après dénommés "Plans de mise en œuvre"). La Société de communications NTT a repris les activités commerciales suivantes de l'ex-NTT (c'est-à-dire avant sa réorganisation).

Services de télécommunication:

- services téléphoniques (communications interpréfectorales);
- services de communications numériques intégrés (mode d'accès de base; communications interpréfectorales);
- services de circuits loués (communications interpréfectorales);
- services de communications numériques intégrés (mode d'accès primaire; mode paquets);
- services de télex;
- services de transmission numérique de données;
- services de télécopie;

- services vidéotex;
- services de communications numériques ouverts;
- services de télégraphe (communications interpréfectorales).

Activités commerciales liées aux services de télécommunication:

- vente de terminaux (y compris d'autocommutateurs privés) et services d'installation connexes;
- services contractuels (étude, conception, construction, maintenance, etc., d'équipements de télécommunications; R&D sous contrat; etc.);
- services de conseil concernant la construction de systèmes de télécommunications, etc.;
- services d'information et de recouvrement des factures pour les services vidéotex.

Activités commerciales nécessaires à la réalisation des objectifs de l'entreprise:

- services de conseil à l'étranger (services de conseil, d'ingénierie et d'inspection des produits à l'étranger);
- programmes de formation et séminaires.

Recherche dans le domaine des technologies des télécommunications:

- activités de recherche appliquée jugées appropriées parallèlement aux services de télécommunication transférés à la Société de communications NTT.

Par exemple: mise au point de systèmes liés aux services de réseaux informatiques ouverts;
mise au point de systèmes liés aux services de répétition de trame;
mise au point de systèmes de commerce électronique.

2. *La Société nippone (Est) des télégraphes et téléphones et la Société nippone (Ouest) des télégraphes et téléphones ont-elles été constituées en sociétés privées conformément à la législation commerciale du Japon?*

Oui.

3. *Y a-t-il eu des différences entre le transfert par la NTT d'activités commerciales à la Société de communications NTT et le transfert d'activités commerciales aux sociétés Est et Ouest? Dans l'affirmative, pourriez-vous indiquer précisément lesquelles?*

Il existe des différences en ce qui concerne les dates de transfert des activités commerciales et les activités commerciales transférées.

4. *Le contrôle ou l'influence exercés par le gouvernement sur la Société de communications NTT ont-ils été effectivement éliminés? Dans l'affirmative, comment? Pouvez-vous donner des explications détaillées?*

La Société de communications NTT exerce des activités commerciales conformément à la Loi sur les télécommunications et ce, dans les mêmes conditions que tous les autres opérateurs de services de télécommunication qui ne sont pas soumis au contrôle ou à l'influence du gouvernement. Comme il est indiqué dans la notification datée du 6 septembre 1999, la Société de communications NTT a été constituée en société privée conformément à la législation commerciale du Japon. La Loi sur la NTT ne s'applique pas à la Société de communications NTT. Dans ce sens, le gouvernement japonais n'exerce plus aucun contrôle ni aucune influence sur cette dernière.

Ainsi qu'il est mentionné dans la notification en date du 6 septembre 1999, le gouvernement japonais a été informé que la Société de communications NTT continuait de son plein gré à passer des marchés de manière transparente et non discriminatoire.

5. *Comment le gouvernement du Japon explique-t-il les moyens de contrôle ou d'influence du gouvernement sur la Société de communications NTT qui sont prévus dans les Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT mentionnées ci-après?*

- a) *l'article 4 des Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT dispose que le Ministère japonais des postes et des télécommunications (MPT) donne pour instruction à la NTT d'établir des plans de mise en œuvre pour chaque société lui succédant, notamment pour la Société de communications NTT, conformément à une ordonnance ministérielle du MPT, et que la NTT doit obtenir l'autorisation du MPT pour modifier les plans de mise en œuvre;*
- b) *la Société de communications NTT est dispensée de certaines dispositions du droit commercial, en vertu de l'article 6 des Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT;*
- c) *l'article 12 des Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT prévoit que la Société de communications NTT ainsi que les sociétés régionales sont exonérées de certains impôts; et*
- d) *l'article 13 des Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT dispose que l'autorisation du MPT est nécessaire au cas où la NTT souhaiterait céder la part de capital de la Société de communications NTT.*

Les éléments signalés par le gouvernement américain ne sont pas utilisés par le gouvernement japonais comme des moyens de soumettre la Société de communications NTT à son influence et son contrôle.

- a) L'article 4 des Dispositions supplémentaires de la Loi concernant la révision partielle de la Loi sur la Société nippone des télégraphes et téléphones (Loi n° 98 de 1997 ci-après dénommée "Loi concernant la révision") est une disposition qui prévoyait l'adoption de mesures temporaires pour les plans de mise en œuvre concernant la réorganisation et s'appliquait à l'ex-NTT (c'est-à-dire avant sa restructuration). Elle ne s'applique pas à la Société de communications NTT.
- b) L'article 6 des Dispositions supplémentaires de la Loi concernant la révision prévoit une exemption de la capitalisation formelle de plus de la moitié du prix d'émission des actions stipulée au paragraphe 2-2 de l'article 284 de la législation commerciale, une

exemption du contrôle des investissements en produits lors de la création de l'entreprise stipulé à l'article 173 de la législation commerciale, une exemption du contrôle après la création de l'entreprise stipulé au paragraphe 2 de l'article 246 de la législation commerciale et une exemption du contrôle des investissements en produits liés à l'augmentation du capital stipulé à l'article 280-8 de la législation commerciale. Toutefois, cette législation comportait des exemptions concernant la réorganisation pour préserver la solidité financière et opérer une réorganisation en douceur, mais elles ne s'appliquent pas à l'heure actuelle à la Société de communications NTT.

- c) L'article 12 des Dispositions supplémentaires de la Loi concernant la révision est une disposition qui prévoyait l'application de mesures temporaires destinées à assurer une réorganisation sans heurt en évitant les pressions fiscales que celle-ci pouvait entraîner, cela afin de dûment tenir compte des intérêts des actionnaires et des clients de l'ex-NTT; elle ne s'applique pas de façon permanente à la Société de communications NTT. Par ailleurs, l'application de mesures fiscales dans le cadre de la réorganisation ne signifie pas que le gouvernement exerce une influence sur les activités de passation des marchés de la Société de communications NTT.
- d) L'article 13 des Dispositions supplémentaires de la Loi concernant la révision s'applique à la NTT (c'est-à-dire à la société holding) et non à la Société de communications NTT. En outre, il s'agit d'une disposition de nature temporaire qui impose, pour l'instant, l'obligation d'obtenir l'accord du Ministre des postes et des télécommunications pour la vente d'actions émises au moment de la réorganisation, afin d'assurer et de maintenir les services longue distance en place et d'éviter tout changement tumultueux, mais n'empêche pas la Société de communications NTT d'émettre de nouvelles actions. C'est pourquoi l'article 13 n'affecte pas le statut de société privée de la Société de communications NTT.

6. *En étant exonérée de certains impôts en vertu de l'article 12 des Dispositions supplémentaires de la Loi sur la NTT, la Société de communications NTT ne bénéficie-t-elle pas d'avantages qui ne sont pas accordés à des sociétés constituées en vertu du Code de commerce? Pourquoi la Société de communications NTT s'est-elle vu octroyer ces avantages?*

Comme il est indiqué plus haut, l'article 12 des Dispositions supplémentaires de la Loi concernant la révision est une disposition de nature temporaire adoptée aux fins de la réorganisation et qui ne s'applique pas de façon permanente à la Société de communications NTT. Par ailleurs, l'application de mesures fiscales dans le cadre de la réorganisation ne signifie pas que le gouvernement exerce une influence sur les activités de passation des marchés de la Société.

7. *Quelles autres sociétés constituées en vertu du Code de commerce japonais sont tenues de demander l'accord du gouvernement pour vendre des actions?*

(Bien que nous n'ayons connaissance d'aucun cas concret), la vente d'actions est une décision qui incombe à l'actionnaire et, dans le cas présent, la NTT n'est tenue de donner son accord qu'en qualité d'actionnaire, ce qui n'affecte en rien les différentes activités de passation des marchés de la Société de communications NTT.

8. *Outre les points évoqués à la question 5 ci-dessus, de quelle manière le gouvernement japonais est-il habilité à exercer un contrôle et/ou une influence sur la Société de communications NTT? Pourriez-vous donner des précisions en citant les textes juridiques pertinents?*

Le gouvernement japonais n'est pas habilité à exercer un contrôle ou une influence sur les activités de passation des marchés de la Société de communications NTT.

9. *Quel pourcentage des actions de la NTT (société holding) le gouvernement du Japon détient-il actuellement? Quel pourcentage de la Société de communications NTT la société holding détient-elle actuellement?*

Le gouvernement japonais détient actuellement 53 pour cent des actions de la NTT. Celle-ci détient pour sa part la totalité du capital de la Société de communications NTT.

10. *Quels droits le Code de commerce japonais reconnaît-il aux actionnaires détenant au moins un tiers du capital d'une société? Pourriez-vous donner des précisions détaillées en citant les textes juridiques pertinents?*

La Loi sur la NTT impose l'obligation au gouvernement de détenir au moins un tiers des actions émises par la NTT, de manière qu'il puisse s'assurer que les entreprises s'acquittent de leur mission de service public comme la fourniture d'un service universel.

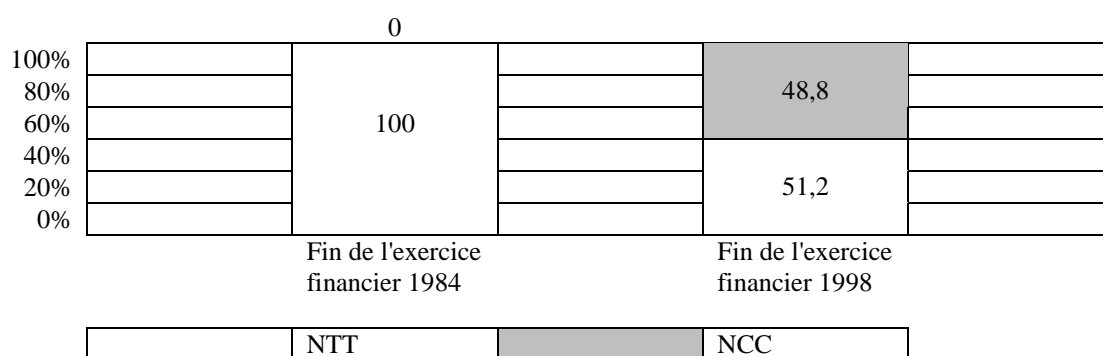
À cet égard, en détenant au moins un tiers des actions de la NTT, s'il le juge opportun, le gouvernement peut empêcher, conformément à la législation commerciale du Japon, que les situations non souhaitables décrites ci-après ne se produisent, compte tenu de la mission de service public des entreprises: modification des statuts (articles 342 et 343 de la législation commerciale), transfert de toutes les activités de l'entreprise ou d'une partie importante de ses activités (article 245), prise de contrôle de l'ensemble des activités d'autres entreprises (article 245), etc.

11. *Quelle part du marché japonais des communications longue distance la Société de communications NTT détient-elle actuellement?*

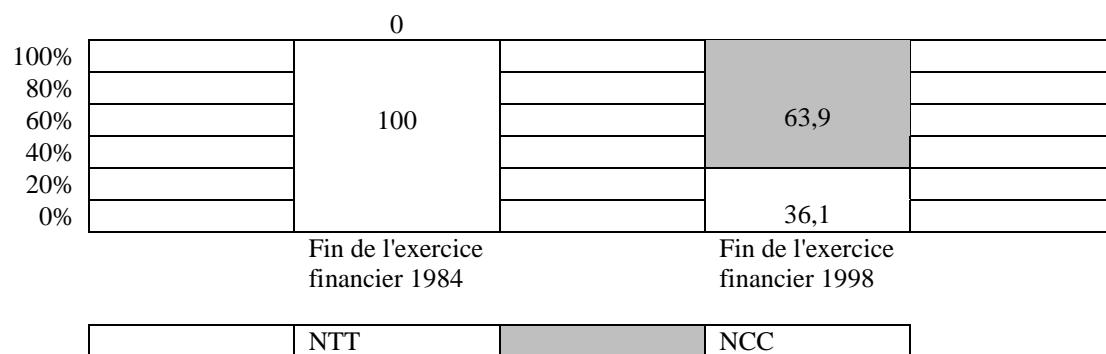
1) En 1998, la part du marché des communications interpréfectorales concernant les installations téléphoniques fixes détenue par la NTT (et, partant, considérée comme étant détenue par la Société de communications NTT) était d'environ 51,2 pour cent, pour ce qui est des communications entre Tokyo, la préfecture d'Osaka et la préfecture d'Aichi, zone où le trafic est le plus dense, la part de marché de la NTT était de 36,1 pour cent.

2) La Société de communications NTT est un tout nouvel opérateur dans le domaine des communications internationales.

Parts de la NTT et des NCC (nouveaux opérateurs de services publics de télécommunications)
dans le nombre total d'appels interpréfectoraux par le réseau fixe



Parts de la NTT et des NCC dans le nombre total d'appels effectués
entre Tokyo, Osaka et Aichi



	NTT		NCC
--	-----	--	-----